

Convention collective

IDCC : 8831. – **EXPLOITATIONS FORESTIÈRES, SCIERIES AGRICOLES  
ET PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE  
(Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère et Puy-de-Dôme)  
(16 septembre 1986)**

(Etendue par arrêté du 6 février 1987,  
*Journal officiel* du 1<sup>er</sup> mars 1987)

AVENANT N° 35 DU 4 SEPTEMBRE 2013

NOR : AGRS1497004M  
IDCC : 8831

Entre :

Les syndicats des exploitants forestiers et scieurs des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme ;

Les syndicats des propriétaires forestiers sylviculteurs des départements suivants : Gard, Haute-Loire, Loire, Puy-de-Dôme,

D'une part, et

Les syndicats de la FGA CFDT des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme ;

Les syndicats de la CFTC des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme ;

Le SNCEA CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

A l'article 72 *bis* « Régime de prévoyance. – Incapacité, invalidité, décès » de la convention collective, dans la partie « Cotisations » :

Au paragraphe « 2. Répartition des taux », le premier alinéa est abrogé et remplacé par :

« Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies est de 1,36 %, à raison de 0,76 % pour les employeurs et 0,60 % pour les salariés. »

Au paragraphe « 3. Tableau récapitulatif », le premier alinéa est abrogé et remplacé par :

« Les cotisations telles que fixées à l'accord d'adhésion sont réparties comme suit :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire	0,50	0,50	0,00
Relais mensualisation	0,32	0,00	0,32

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Invalidité + incidence réforme retraite	0,30	0,14	0,16
Décès	0,24	0,12	0,12
Total	1,36	0,76	0,60

## Article 2

Au paragraphe « Garantie invalidité » du même article 72 *bis*, le premier alinéa est modifié comme suit :

« A compter du 4 septembre 2013, le salarié ayant 1 an d'ancienneté ou plus bénéficie, en cas d'incapacité permanente de travail, d'une rente versée chaque mois égale à 10 % du salaire mensuel brut de référence. »

## Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui s'applique à compter de la date de sa signature, à l'exclusion de l'article 1<sup>er</sup> qui prendra effet le premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Clermont-Ferrand, le 4 septembre 2013.

(Suivent les signatures.)